

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE NANT

Séance du 16 octobre 2024

Nombre de conseillers en exercice : 15 Quorum : 8 Présents : 12 Votants : 15 Procurations : 3

Date de convocation : 10 octobre 2024

Date d'affichage : 10 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le seize octobre à 18h00,

Le Conseil Municipal de Nant, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la Présidence de Richard FIOL, Maire.

Étaient présents : Richard FIOL, Alain DELMAS, Anne-Marie FRENEHARD, Michel VERNHETTES, Paulette FOURNIER, Jean-Pierre CHARALAMBOS, Claude AROCAS, Magali COULET, Christian JULIAN, Michèle BARASCUD, Sabine THOMAS, Yvan BOUAT

Représentés :

- Virginie GOVIGNON par Paulette FOURNIER,
- Jean-François GALLIARD par Yvan BOUAT,
- Lionel CAYRON par Jean-Pierre CHARALAMBOS
-

Objet : Autorisation donnée au Maire de présenter auprès du Conseil Régional d'Occitanie le dossier du projet « Ecole du Roc Nantais » pour demander des subventions

Délibération n° 2024-95

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal l'autorisation de déposer un dossier de demande de subvention auprès du Conseil Régional d'Occitanie selon le plan de financement suivant :

Dépenses prévisionnelles		Recettes prévisionnelles		
Nature	Montant € HT	Sources	Montant € HT	Taux
		Aide publique		
Dépenses de travaux	234 236 €	Etat – DETR	71 780 €	28.37 %
Maitrise d'œuvre	18 739 €	Conseil régional	37 946 €	15.00 %
		Conseil départemental	36 635 €	14.48 %
		CC Larzac et Vallées	30 000 €	11.85 %
		Total des aides publiques demandées		176 361 € / 69.70 %
		Autofinancement	76 614 €	30.30 %
		Total autofinancement		76 614 € / 30.30 %
TOTAL	252 975 €	TOTAL		252 975 €

Délibération adoptée à 15 voix pour.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,

Fait à NANT, le 16 octobre 2024

Le secrétaire de séance
Alain DELMAS

Le Maire,
Richard FIOL



Transmis au Représentant de l'Etat le : 22 OCT. 2024

Publié le : 22 OCT. 2024

Monsieur le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 7 dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'état. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : <https://www.telerecours.fr>